

## L'Amazonie violée



Le Brésil est un mélange de grande prospérité et de terrible misère ; s'il était bien administré, son potentiel de développement serait presque illimité, (mais il souffre d'une iniquité sociale telle qu'elle semble insurmontable). Afin que le pays puisse parvenir à un développement durable, il lui faudra surmonter de nombreux obstacles, et l'obstacle majeur qui affecte non seulement le Brésil mais aussi le monde entier est la destruction de la forêt amazonienne, notamment son abattage indiscriminé. Les intérêts des propriétaires terriens et de bétail ainsi que ceux des sociétés internationales ajoutés aux politiques environnementales insuffisantes et à la corruption croissante sont sur le point de détruire le « poumon du monde ».

Institut d'études socioéconomiques (INESC)

Alessandra Cardoso

Alexandre Ciconello

Pendant ces dernières années, le Brésil a établi et élargi un modèle de développement qui concentre les revenus et le pouvoir d'une élite politique et économique, liée aux grands capitaux agro-industriels et financiers. Ce modèle a plusieurs bases : l'exploitation agricole, notamment les monocultures telles que le soja et la canne à sucre (production de sucre et d'éthanol) qui utilisent des semences transgénétiques et qui abusent des produits agro-toxiques commercialisés par des sociétés transnationales, ou les grands projets d'infrastructure, énergie et activité minière de la région amazonienne. Un autre aspect de ce modèle macroéconomique est caractérisé par les taux d'intérêt élevés ; cela a représenté un sérieux problème pour le Gouvernement qui, par exemple, entre 2000 et 2007 a dû verser 430 000 millions de dollars au titre d'amortissement et d'intérêts de la dette publique, soit une moyenne de 30 % du budget public par an.

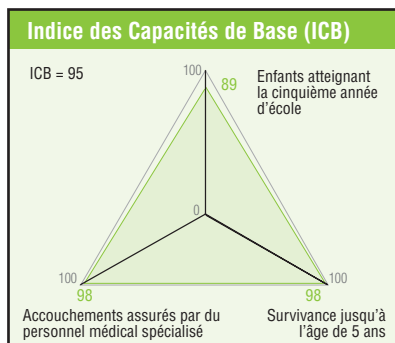
Ce modèle de développement est prédateur et non durable vis-à-vis de l'environnement. Le Brésil est sur le point d'approuver des réformes significatives dans sa législation sur la protection de l'environnement (comme celles effectuées au Code forestier<sup>1</sup>). Ces réformes visent à protéger les intérêts privés des propriétaires ruraux et des latifundistes, qui bénéficient d'une représentation excessive au sein du Parlement grâce aux distorsions du système politique qui les favorise.

La pierre angulaire de la politique de développement actuelle du Gouvernement, cohérente avec les stratégies des entreprises transnationales, est l'exploitation du bassin amazonien par le biais de la génération d'énergie, des activités minières, des exploitations agricoles et du paiement de services environnementaux. Entre 2000 et 2010, les exportations des états d'Amazonie légale<sup>2</sup> ont augmenté de 518 % (de 5 milliards de dollars à 26 milliards) chiffre bien plus élevé que les 366 % des exportations totales du pays<sup>3</sup>.

1 Voir : <www2.camara.gov.br/agencia/noticias/MEIO-AMBIENTE/197556-INFOGRAFICO-VEJA-AS-MUDANCAS-NO-CODIGO-FLORESTAL-APROVADAS-NA-CAMARA.html>.

2 Secteur administratif qui comprend neuf états brésiliens du bassin de l'Amazonie.

3 Source : Ministère de l'Industrie et du commerce. Valeurs nominales, exprimées en dollars américains.

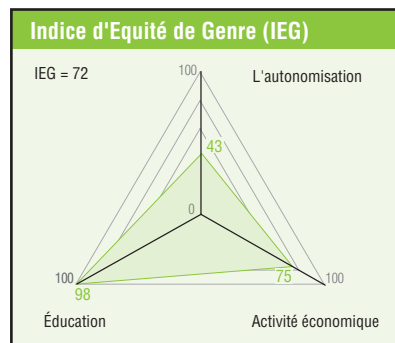


En 2010, l'état du Pará a généré 48 % (12,8 milliards de dollars) des exportations de la région. L'analyse montre que les produits miniers occupent de loin la première place, suivis par les produits agro-pastoraux, notamment la viande. Dans le cas de l'état du Pará, les exportations à elles seules des sociétés Vale, Alunorte et Albrás (fer et aluminium) représentent 78 % de la valeur exportée (10 milliards de dollars).

Cette richesse apparente de l'Amazonie qui remplit les poches des actionnaires des sociétés transnationales, entraîne l'inégalité et la non durabilité. La production d'aluminium, à elle seule, consomme presque 6 % de l'électricité produite dans tout le pays. Suivant le spécialiste Celio Berman, « l'aluminium est vendu à un prix insignifiant sur le marché international et cette industrie crée peu d'emplois. La main d'œuvre utilisée pour produire l'aluminium est 70 fois inférieure à celle utilisée par l'industrie des aliments et des boissons et 40 fois inférieure à celle de l'industrie textile ».

### La logique de l'intégration régionale

Un autre aspect de ce modèle extractif-exportateur repose sur le fait que le Gouvernement autorise les sociétés brésiliennes et transnationales à augmenter leurs opérations dans le bassin amazonien. Ceci a provoqué des transformations de plus en plus rapides dans le style de vie de la population et des conditions environnementales de la région, y compris en Amazonie panaméricaine. Le Gouvernement fédéral, lors de différentes étapes, a augmenté l'investissement en logistique pour les ports et les moyens de transport terrestres et maritimes. La plupart de ces ressources ont financé la construction de grands barrages hydroélectriques comme



par exemple Jirau, Santo Antônio et Belo Monte (au Brésil), et Inambari, Sumabeni, Paquizapango et Urubamba (au Pérou). Ces ressources ont également financé la construction de routes comme le polémique tronçon Villa Tunari-San Ignacio de Moxos, en Bolivie, qui traverse le territoire autochtone du Parc national Isiboro Sécure. Ces ouvrages ont été réalisés par des sociétés brésiliennes et ont été financés au moyen de ressources publiques de la Banque nationale de développement économique et social.

En même temps, le Gouvernement brésilien a élargi les incitations fiscales et aux crédits pour attirer le secteur privé dans la région, tout spécialement pour la génération, transmission et distribution de l'électricité. Ces mesures ont ouvert davantage l'Amazonie brésilienne aux capitaux publics et privés, nationaux ou associés à des capitaux internationaux, renforçant ainsi le modèle prédateur des ressources naturelles.

### Changement climatique et question agraire

La déforestation de l'Amazonie et l'élevage de bétail sont les principaux responsables de l'émission de CO<sub>2</sub> et de CH<sub>4</sub> (67 % et 70 %) du total des émissions, respectivement, au Brésil<sup>4</sup>. Il existe une étroite relation entre l'abattage et les incendies de forêt et la concentration des propriétés de terres dans la région ; celles-ci sont clairement connectées avec la dynamique de l'expansion des exploitations agro-pastorales. Cette concentration des propriétés de

4 Ecoportal.net. "Cultivando el desastre. Agricultura, ganadería intensiva y cambio climático". <www.ecoportal.net/Temas\_Especiales/Cambio\_Climatico/Cultivando\_el\_desastre\_Agricultura\_ganaderia\_intensiva\_y\_cambio\_climatico>.

terres augmente le risque que les politiques sur le changement climatique tournent à l'avantage notamment des grands propriétaires, car ce seront bien eux qui recevront toutes sortes de subventions, mais les communautés rurales et autochtones seront plus exclues que jamais.

En dépit de cela, le Gouvernement n'a pris aucune mesure effective pour s'attaquer au cœur de ce problème : établir une réforme agraire en Amazonie qui impose un nouveau modèle d'utilisation de la terre et de ses ressources, basé sur l'utilisation durable des ressources naturelles et le respect des différents styles de vie des communautés traditionnelles et des populations autochtones qui, depuis des siècles, cohabitent harmonieusement avec la nature.

Une étude récente de Social Watch<sup>5</sup> a calculé l'Indice des compétences de base pour les différents états et communes de l'Amazonie, tel que cela avait été fait à l'échelle nationale. Les résultats de l'étude ont confirmé le clivage énorme entre les régions les plus riches et les plus pauvres du Brésil ; il faut signaler que les plus pauvres se trouvent dans le nord du pays. En bas de la liste de satisfaction des besoins de base de la population se trouvent les états de Pará, d'Acre et d'Amazonie. Si chacun des indicateurs était évalué séparément, la situation serait encore pire dans le domaine de l'éducation avec l'état de Pará qui est de loin le plus désavantagé.

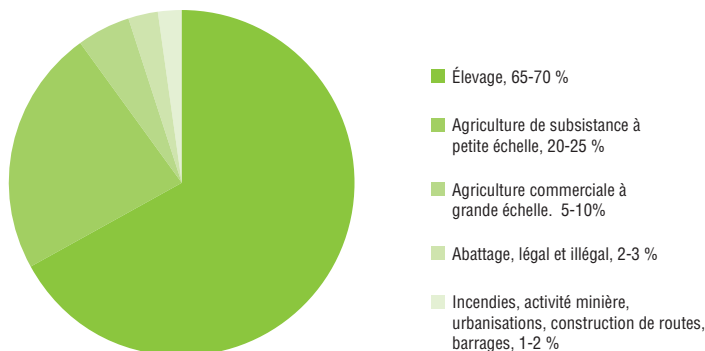
### Modifications du cadre juridique

À plusieurs reprises on a essayé de flexibiliser la législation environnementale. L'attaque contre le Code forestier est le meilleur exemple du pouvoir des intérêts liés aux exploitations agro-pastorales au sein de cette campagne de flexibilisation et de sa stratégie d'expansion de la frontière agricole de l'Amazonie. Les propriétaires ruraux, par le biais du projet de réforme présenté auprès de la Chambre des députés, visent à réduire de 80 % à 50 % la surface obligatoire que tous les propriétaires ruraux de l'Amazonie doivent maintenir comme réserve forestière.

Le Gouvernement considère le complexe hydroélectrique du fleuve Madeira comme un élément fondamental pour équilibrer l'offre et la demande d'électricité à partir de 2010-2012, et le secteur de génération et de transmission d'énergie le considère comme « le fer de lance » de « l'avancée de la frontière électrique ». En fait, l'augmentation de

FIGURE 1

### Causes de la déforestation de la forêt tropicale humide de l'Amazonie.



Source : Mongabay.com

FIGURE 2

### Pourcentage des terres ayant souffert dernièrement de la déforestation pour être converties à l'agriculture intensive.



Source : Mongabay.com

6600 MW de puissance installée (3150 MW à Santo Antônio et 3450 à Jirau) va satisfaire une demande créée artificiellement par le Gouvernement et le secteur électrique lui-même. L'énergie du complexe Madeira sera destinée au centre économique du pays, la région sud-ouest, par le biais d'un système de transmission de 2375 km qui exige de gros investissements.

Les investissements pour l'ensemble de projets du Complexe Madeira sont estimés à 21 milliards de dollars américains<sup>6</sup>. Jusqu'à présent, le financement approuvé est de 9,3 milliards<sup>7</sup>, dont 8,6 milliards sont financés par la Banque nationale du développement (BNDES), entre opérations directes et indirectes, et 700 millions par la Banque de l'Amazonie (BASA), avec des ressources publiques du Fonds constitutionnel du nord et du Fonds de développement de l'Amazonie.

Des données de l'Observatoire des investissements de l'Amazonie démontrent que, du point de

vue des risques inhérents au projet, à sa construction et au processus d'autorisation environnementale, il existe une forte pression des secteurs public et privé (avec la participation de banques, d'organismes publics, d'entreprises, de lobbyistes, d'administrateurs et d'intermédiaires) pour que ni le calendrier de base des ouvrages, ni les travaux de mise en service du projet ne soient affectés. Il existe un débat sur la faisabilité économique du complexe Madeira qui dépend du système hydroélectrique et qui doit être opérationnel dès que possible. En conséquence, le processus d'autorisation environnementale ne considère pas à sa juste mesure l'impact environnemental et social des travaux de ce mégaprojet.

Entre temps, les travailleurs des deux chantiers sont exploités (le ministère public du Travail a relevé plus de 2000 infractions) et, dans la région le nombre d'homicides a augmenté de 44 % et l'exploitation sexuelle d'enfants (garçons, filles et adolescents) a augmenté de 18 % entre 2008 et 2010. Le nombre de viols a également augmenté de 208 % entre 2007 et 2010. Voici le modèle de développement financé par des ressources publiques que le Brésil exporte dans d'autres pays d'Amérique du sud, et dans des pays africains tels que l'Angola ou le Mozambique. Il s'agit d'un modèle favorisant les élites, mais qui détruit l'environnement et viole les droits humains. ■

6 Bank Information Center "Complejo hidroeléctrico del río Madeira" <[www.bicusa.org/es/Project.Financing.10138.aspx](http://www.bicusa.org/es/Project.Financing.10138.aspx)>.

7 Voir : <[wnotes.furnas.com.br/Administracao/online\\_Internet2.nsf/viewTodosDestaque/BC1A3E8903174A58832573AD003673C7?OpenDocument](http://wnotes.furnas.com.br/Administracao/online_Internet2.nsf/viewTodosDestaque/BC1A3E8903174A58832573AD003673C7?OpenDocument)>.

5 Social Watch / Observatório da cidadania "Índice de capacidades básicas - ICB Brasil". 2009.